

À bas le développement !

par Claude MEILLASSOUX (1)

Si l'on devait à ce jour faire le bilan du développement dans le monde, et plus particulièrement en Afrique, on le déclarerait, sans aucun doute, totalement négatif.

Mais, heureusement, à la réalité des faits s'est substitué un vocabulaire compensatoire : les pays sous-développés sont devenus des « pays en voie de développement » ; les placements d'argent et de capitaux outre-mer, des « aides » ; et l'extorsion de valeurs, le remboursement de « dettes inconsidérées ».

Si « développement » doit se traduire en vérité par « exploitation » et « aide » par « domination » (2), ce langage est explicite : de sous-exploités qu'ils étaient pendant la période coloniale, ces pays se sont retrouvés « en voie d'exploitation » ; en si bonne voie d'ailleurs que celle-ci s'intensifie en raison même de l'épuisement de la matière sur laquelle elle s'exerce. Or ce langage orwellien, frauduleux, mis en circulation par les grandes institutions financières internationales, est passé sans coup férir dans le vocabulaire des « sciences » économiques et sociales. Trop de chercheurs, qui devraient se faire les gardiens de la véracité du langage, ont cédé, se faisant les complices du mensonge.

En ce qui concerne le développement, les experts de la Banque mondiale et du Fond monétaire international se sont imposés comme les seuls maîtres à penser, même à l'encontre de ceux d'autres agences internationales comme le BIT, le PNUD, qui tiennent un autre discours, sans être entendus. Ils écrasent tous les autres. Les agents du FMI siègent maintenant dans presque tous les gouvernements du tiers monde. L'un d'eux a été élu président de la République du Bénin !

La renommée des sciences sociales aujourd'hui ne dépend pas de leur valeur mais de leur mise en valeur. L'économie dite *libérale* est d'une très grande pauvreté intellectuelle ; c'est une doctrine, sinon un dogme. Elle n'a pratiquement aucune capacité de prévision (les experts de cette doctrine qui gèrent eux-mêmes la monnaie sont incapables de prévoir les effets de leurs propres décisions, par exemple les effets de la hausse d'un demi-point du taux d'intérêt de la Bundesbank allemande, du 18-09-1992). Le « libéralisme économique » est, comme son nom orwellien ne l'indique pas, une doctrine *dirigiste* au nom de laquelle, et souvent pour des raisons politiques, on

(1) Anthropologue. Directeur de recherche au CNRS.

(2) Comité Information Sahel, 1974. *Qui se nourrit de la famine en Afrique*. Paris, Maspero.

décide arbitrairement des « grands équilibres économiques » qui sont censés se réaliser sous l'effet des forces du marché, sous prétexte que, le marché étant perpétuellement faussé, ces interventions sont toujours nécessaires ; de sorte qu'il y a un renversement permanent entre les causes et les effets, entre les décisions des experts et les réactions d'un marché sous leur gouverne. Pour donner crédit à une telle doctrine, on lui accorde prix et honneurs prestigieux (le prix Nobel !) qui bâillonnent la critique.

Exemple caractéristique d'un des fonctionnements de la Banque mondiale : elle favorise simultanément, dans plusieurs pays producteurs qu'elle met en concurrence, la production des biens destinés aux marchés des grandes puissances puis, lorsque les dégradations de cette politique d'exploitation destructive sont trop manifestes, elle encourage des « projets de développement » locaux qui servent de prétexte à sa tutelle. Aujourd'hui les ONG, financées par la charité publique, prennent le relais des institutions internationales et du marché capitaliste qui se trouvent soulagés de cette tâche et de ses coûts. Les projets dits « de développement » de ces ONG sont ponctuels. Ce peut être des éléments d'infrastructure indispensables à la vie dans n'importe quelle société ; des investissements collectifs auxquels ne peuvent faire face des autorités locales démunies ou corrompues, mais entrepris sur une trop faible échelle et sans l'assurance des moyens d'en assurer la continuité et le renouvellement. Au mieux ces projets qui prolifèrent n'apportent que des palliatifs locaux à des situations insupportables provoquées ou aggravées par d'autres projets, mais internationaux (barrages, campagne de production agricole à grande échelle), ou par des guerres, d'origine obscure ou patente, menées au bénéfice des grandes puissances. La sociologie du développement ne peut guère se situer qu'à ce niveau proto-caritatif : elle ne peut y constater que des échecs ou, pire, des effets néfastes et parfois tragiques. Elle peut certes aussi concevoir abstraitement des plans de développement, sans doute intelligents et souhaitables, mais qui, sans référence à la politique économique conçue à l'échelle mondiale, ne peuvent que rester dans les cartons. Sur le terrain, elle est pratiquement renvoyée à l'aide humanitaire.

Alors pourquoi les recherches sur le développement ? À quoi ont-elles servi ?

En 1974, lorsque la famine frappait le Sahel durement, quatre-vingt-cinq chercheurs et enseignants africanistes signaient un manifeste, publié par *le Nouvel Observateur*, pour en dénoncer l'arrière-fond politique. Plusieurs manifestations et animations furent organisées avec des associations de travailleurs africains immigrés pour faire connaître la situation en Afrique de l'Ouest. Un ouvrage documenté et argumenté fut rédigé collectivement par des chercheurs de terrain et publié par Maspéro. Tous ces efforts eurent un certain écho : les signataires de l'Orstom furent sanctionnés par leur Direction (3).

Il y a un an à peine, à l'initiative de quelques chercheurs, une pétition fut rédigée et signée par une cinquantaine d'africanistes contre l'invitation en France de dirigeants africains corrompus. Elle ne fut publiée par aucun média national et complètement ignorée.

(3) *Idem.*

Sachant que si le problème du sous-développement est sur le terrain la solution n'y est pas, n'est-ce pas par une intensification du témoignage des chercheurs, par l'invention de modes d'expression qui nous fassent sortir d'instituts confinés, par une valorisation active, sinon subversive des résultats des recherches de terrain, par l'exigence de réponse sur la finalité de ces travaux, par une pression incessante, individuelle et collective, sur les médias, que l'on peut aussi faire avancer le développement ?

Quand on en vient à constater que le développement se fait par l'exploitation d'enfants qui meurent au travail avant 10 ans, que les charniers de leurs cadavres sont découverts sur les mines d'or du Pérou et d'ailleurs, n'est-il pas clair que pour l'enrichissement des uns (qui pourront se payer avec les bénéfices de cette exploitation les organes d'autres enfants dépecés à mort), n'est-il pas clair que nous sommes en train d'user jusqu'au sang les ressources ultimes de notre humanité au prix du saccage de nos dernières valeurs morales ?

Victimes ou bourreaux, telle est l'alternative offerte aux enfants du nouvel ordre mondial en train de se construire entre les mains des capitalistes les plus accomplis : ceux qui s'ouvrent un marché à coups de fusil à pompe (confiés à des bandes de gamins). Le mafieu est l'avenir de l'homme d'affaires. Il a découvert la marchandise par excellence, la drogue dont l'accoutumance qu'elle crée accroît sans cesse la demande et lui fournit en même temps un réseau de distribution sans cesse élargi. Il a inventé le marché idéal, le racket, et le moyen absolu de se débarrasser de la concurrence, l'assassinat. Les mafias (dont on oublie qu'elles se fondent toutes, au départ, sur la prostitution, c'est-à-dire sur l'asservissement d'êtres humains) détiennent une part croissante du capital mondial. Elles grouillent donc dans les égouts du pouvoir. Elles sont devenues des partenaires incontournables du business, qu'elles polluent. Les banques les plus honorables ne peuvent se tenir à l'écart du blanchiment de l'argent sans en laisser les bénéfices à leurs concurrentes.

C'est là, dans ces entreprises économiques les plus hideuses, que le développement et la croissance sont les plus tangibles.

Les scandales financiers qui gangrènent les gouvernements même en apparence les plus convenables, les corruptions les plus démesurées, que ce soit au Zaïre, en Côte-d'Ivoire, au Japon, aux États-Unis, en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, témoignent de l'existence de gigantesques profits dont une part de plus en plus considérable est captée par une « élite » de superfinanciers, ceux qui entourent et conseillent les hommes d'État sur la manière de détourner les fonds publiques, de les placer et d'ouvrir des comptes numérotés dans des banques complices. Car la corruption ne s'improvise pas, elle s'apprend et se gère, et l'avis intéressé de ces financiers crapuleux leur sont indispensables. Ces experts-là sont les plus écoutés, les plus efficaces ; ils contribuent au développement d'une classe de parasites souvent sanglants dont la prospérité est en proportion de la misère de leurs administrés. Les autres experts les plus écoutés (et pour cause, ils disposent de l'argent public international) sont les fonctionnaires des grandes institutions financières pour qui l'extermination par la misère et la maladie d'hommes, de femmes et d'enfants, victimes des « ajustements structurels », semble l'objectif premier : ne faut-il pas débarrasser la planète de cet excé-

dent de population qui « freine le développement » ? Car qui peut croire que ces experts éduqués dans les meilleures universités mondiales, ces fonctionnaires surpayés, d'une intelligence au-dessus du commun, puissent être obstinément aveugles aux effets délétères du monétarisme sur la démographie des pays sous-développés ?

Préconiser la hausse du prix des subsistances, la diminution des dépenses de santé, mais ne pas subordonner l'octroi de prêts ou de tirages spéciaux à la restitution des détournements commis par les responsables politiques (dont les plus sanglants, comme Pinochet ou Ceauseşcu, ont été donnés comme modèles) : une telle attitude ne montre-t-elle pas la collusion de fait des uns et des autres, à moins que ces institutions ne soient affligées d'un crétinisme improbable ?

Ces institutions pourtant, le FMI et la BM, sont celles qui conçoivent et imposent toutes les politiques de « développement ». Dans son rapport annuel 1991-92, le FMI constate que sa mission a acquis « un caractère quasi universel » : c'est-à-dire que ses ravages promettent de se manifester à cette échelle. Pour pouvoir appartenir à l'Europe, ce sont les mêmes recettes monétaristes – celles dont pâtissent les pays surexploités du tiers monde – qu'on achèvera d'appliquer à chacun des pays européens, où l'on en voit déjà pourtant les effets sur le chômage et la misère. Les problèmes de « développement » se posent à nos portes.

Sur la lancée actuelle, l'avenir du rapetassage caritatif des ONG est assuré pour un temps et jusque chez nous, indice certain du « développement du sous-développement » (Gunder Franck). Jusqu'au jour où la misère et la délinquance se seront emparé de tout ce qui n'est pas des beaux quartiers, lorsque ne séviront plus que deux fractions, à la fois rivales et complices, du capitalisme international : la haute et la basse pègre, l'une avec ses fonctionnaires, l'autre ses nervis.

Ce qui nous est dit des agissements des bandes armées, à New York comme à Mogadiscio, de la disparition de ressources naturelles et de l'agonie de populations qui en avaient vécu depuis des siècles, des guerres qui, plus que les aléas climatiques, affament des peuples entiers, tout cela dépasse ce que décrivaient les romans les plus noirs de la science-fiction des années soixante. Ces horreurs nous ont assailli si progressivement qu'elles nous deviennent familières et de moins en moins inacceptables. Mais si nous nous y résignons, si nous refusons d'en rechercher les responsables et de les dénoncer, nous en sommes complices nous aussi.

Le développement, c'est aujourd'hui d'abord, et pour nous, un combat civique contre la criminalité sous ses formes institutionnelles, rationnelles et scientifiques, parce que c'est là qu'est NOTRE terrain, c'est-à-dire là où NOTRE responsabilité est la plus directement engagée.